



Montréal, le mercredi 29 mai 2013

Chers parlementaires,

Vous avez assurément pris connaissance d'un article intitulé *Garderies privées : Québec aurait fait avorter une entente*, parue dans le journal *La Presse*, du mardi 28 mai dernier.

Tel qu'indiqué dans l'article, l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ) a pris l'initiative en rappelant le cabinet de la ministre afin de trouver une solution in extremis dans le but d'éviter une interruption de nos services de garde à la population.

La sous-ministre responsable des négociations pour le gouvernement, Lyne Bérubé, a proposé d'étaler les coupures sur trois ans. L'AGPQ a accepté à contrecœur cette proposition dans le but d'éviter tout dérangement aux parents, et pour que le montant de la coupure, cette année, minimise les conséquences directes sur l'offre de services et sur la qualité offerte dans nos installations.

L'AGPQ s'était même engagée à présenter cette entente à l'ensemble du réseau des garderies privées subventionnées, en assemblée générale. C'est alors que la sous-ministre a demandé un peu de temps pour valider cette entente. Malheureusement, depuis ce jour, soit le mardi 21 mai, l'AGPQ n'a reçu aucun appel de la part du gouvernement. Madame Léger n'a pas eu le civisme minimal de rappeler l'AGPQ, **supposément un partenaire important dans le réseau des services de garde selon ses propres dires**, pour expliquer ce volte-face.

Alors qu'elle faisait avorter cette offre raisonnable proposée par sa négociatrice principale, et acceptée par l'AGPQ, elle se pavait sur toutes les tribunes pour dire à la population que l'AGPQ s'entêtait et n'amenait aucune idée à la table des négociations. Il est évident que son objectif était de laisser les garderies privées subventionnées manifester pour ensuite les sanctionner et intimider leurs gestionnaires.

Quel manque de savoir-vivre de la part de la ministre ! Par cette position, elle prend les parents et les enfants en otage. Elle raconte toutes sortes de faussetés à la population, et est elle-même responsable de l'interruption de nos services, survenue le mercredi 29 mai, à plus de 24 000 enfants.

Elle n'a même pas eu le courage de dire la vérité à la population alors qu'elle avait une entente de principe acceptée par les deux partis. Est-ce là la preuve d'acharnement contre tout un réseau,

d'incompétence ou d'un manque d'expérience ? Depuis son arrivée, elle ne nous démontre aucun professionnalisme dans la façon de gérer ce dossier et son ministère. En fait, le seul aspect qu'elle maîtrise avec doigté est celui de mentir à la population sans aucune gêne, de manière effrontée.

Est-ce que Madame Marois accepte cette magouille ? Est-ce qu'elle accepte que sa ministre ne raconte pas la vérité et que son ultime but est de provoquer une journée de fermeture dans le réseau des garderies privées afin de le discréditer et de lui imposer des coupures deux fois plutôt qu'une ? Est-ce que Madame Marois réalise que sa ministre a perdu toute crédibilité au sein du réseau des garderies privées, et qu'elle a commis des actes incompatibles avec la fonction de ministre ?

Est-ce que Madame la première ministre va prendre ses responsabilités et montrer qu'elle est la première ministre de toutes les familles et enfants du Québec, et ce, sans exception ? Quelle mesure concrète prendra madame Marois pour réprimander sa ministre pour le manque de jugement flagrant dont elle fait preuve ?

Dans ces circonstances accablantes, l'AGPQ croit que seul un médiateur indépendant peut débloquent l'impasse pour le bien de tous. D'ici là, nous continuerons à faire valoir nos droits légitimes pour que nos enfants, nos parents, nos employés, et nos gestionnaires ne soient plus traités comme des citoyens de deuxième classe.

Le conseil d'administration de l'AGPQ